Pologne : le trafic de déchets dangereux, un écocide lucratif

Description

Déjà évoqué à l'été 2023 à la suite des agissements de l'entreprise publique Nitro-Chem, le phénomène du trafic de déchets dangereux a été remis sur le devant de la scène récemment, dans la ville de Pakość : en six ans, une décharge de déchets classiques prévue pour 65 ans a en effet été emplie de déchets dangereux, contaminant les nappes phréatiques.

Les déchets dangereux de différents pays sont traités en Pologne. Certains arrivent légalement d'Allemagne, d'Italie, de Slovénie, de Suède ou encore d'Autriche. D'autres viennent illégalement s'y ajouter, contournant les contrôles avec une facilité déconcertante. Le maire de Pakość, élu sur la promesse de reprendre la ville des mains de la « *mafia des déchets* » a déclaré : « *Nous sommes assis sur une bombe* », faisant écho au titre d'une enquête du média d'investigation *Frontstory*.

Le média indépendant a proposé une carte recensant près de 200 décharges sauvages dangereuses disséminées sur le territoire. Les autorités chargées d'endiguer le phénomène ne disposent que d'estimations concernant le nombre de décharges de déchets dangereux, y compris officielles. Alors qu'une directive de l'UE a demandé aux États membres d'établir un registre électronique des déchets dangereux générés et traités sur leur territoire pour 2020, la Direction de l'inspection de la protection de l'environnement n'a pourtant pas obligation, à ce jour, de conduire un inventaire officiel.

L'activité illégale prend diverses formes. Si se débarrasser d'une tonne de déchets à la décharge municipale coûte entre 450PLN et 700PLN (entre 105 et 164€), une tonne de déchets dangereux coûte une dizaine de milliers de PLN (2 344€ en moyenne). Ainsi, pour un camion de 20 tonnes, le criminel peut économiser environ 200 000 PLN (environ 46 900€) ; il lui suffit de charger une couche de déchets classiques au sommet de la benne, sachant que la police n'ira pas vérifier. Une autre pratique consiste à louer un entrepôt ou un terrain et à y stocker des déchets dangereux sans autorisation, puis à arrêter de payer le loyer lorsque ceux-ci sont pleins.

Entre 2017 et 2018, l'Europe orientale est devenue le centre de cette activité contre laquelle les autorités peinent à lutter, si tant est qu'elles en ont la volonté, certaines entreprises publiques recourant à ces pratiques pour réduire leurs coûts.

Sources : *Gazeta Wyborcza*, *Frontstory.pl*, *Investigate Europe*.

date créée
19/12/2024
Champs de Méta
Auteur-article : Nathan Hourcade